

Rapport soumis par le Comité pour la déontologie
au
Comité consultatif et au Conseil exécutif de l'ICOM
(Réunions de juin 2008, Paris)

1. Questions pratiques et administratives

1.1 Réunion du Comité pour la déontologie, Paris, 30 novembre 2007 (atelier)

Le Comité pour la déontologie n'a pas pu réaliser normalement sa réunion formelle prévue le 30 novembre 2007 à Paris, étant donné le nombre de messages d'excuse reçus la semaine précédente et, donc, la très faible participation — seulement trois personnes : la Présidente et deux membres.

Le petit nombre présent a décidé de passer la quasi-totalité de la journée à une réunion informelle, sous forme d'atelier. La semaine précédente, la Présidente avait préparé un nouvel ordre du jour, de type atelier, et les membres ont employé leur temps — avec Piet Pouw, Secrétaire général par intérim, et Alissandra Cummins, Présidente de l'ICOM, tous deux présents durant une partie de la session — à analyser certaines grandes questions restées pendantes. À savoir :

- Examiner l'intérêt croissant, dans le monde entier, pour les questions de déontologie et leur incidence au sein de la profession — comme en témoigne, ces deux dernières années, la couverture intensive et répétée accordée par les médias internationaux aux questions éthiques concernant les collections des musées ;
- Planifier un programme éducatif sur l'application du Code de l'ICOM, programme à lancer dans plusieurs pays et sur plusieurs années (voir plus bas) ;
- Examiner comment le Comité pour la déontologie pourrait mieux concrétiser son engagement en faveur de la sensibilisation aux questions déontologiques dans les activités courantes et dans toute la profession muséale ;
- Sensibiliser le public aux travaux de l'instance internationale qu'est l'ICOM — par la place prééminente qu'elle accorde au *Code de déontologie de l'ICOM pour les musées* (2004) et par l'autoréglementation de la profession muséale — dans le cadre des objectifs du Plan stratégique de l'Organisation pour la période 2007-2010.

1.2 Régularité et fréquence des réunions

Dans les précédentes périodes triennales, le Comité pour la déontologie (sous la présidence de Geoffrey Lewis) se réunissait normalement une fois par an. Depuis 2004, face à la multiplication des affaires et des sujets ayant trait à des questions de déontologie, à l'ICOM et à la profession muséale en général, le Comité pour la déontologie s'est vu quasiment contraint d'intensifier son activité et d'organiser deux réunions par an.

Toutefois, deux facteurs ont contrecarré cette potentialité. D'une part, des contraintes économiques. En effet, pour remplir sa mission, le Comité pour la déontologie fait appel à la bonne volonté des membres, qui interviennent donc à titre purement honorifique — sans bénéficier d'aucune aide de l'ICOM pour couvrir les frais de déplacements et d'hébergement, ni

sans le personnel administratif auparavant chargé de coordonner et de soutenir les travaux du Comité ; ce qui, d'ailleurs, est le cas pour la majorité des comités.

Or, doubler la fréquence des réunions du Comité pour la déontologie fait peser une charge sur les membres qui doivent se débrouiller par eux-mêmes pour se déplacer et se loger (généralement à Paris). Dans certains pays, les gouvernements nationaux offrent une aide aux membres de la profession muséale pour participer aux rencontres internationales importantes. Mais tous les pays n'agissent pas de même. Et, pour certains membres, la charge des frais de voyage et de participation est, malheureusement, excessive.

En dehors des considérations (ressources) financières, le redoublement annuel des réunions a aussi largement alourdi la charge administrative et logistique du Comité même — et, assurément, les coûts inhérents à la tenue de ces réunions (réservation de salles, traduction de documents et interprétation simultanée nécessaire aux réunions formelles). D'autres comités, qui travaillent essentiellement dans une seule langue, ont la possibilité de se réunir le weekend ; en revanche, le Comité pour la déontologie doit se réunir la semaine précédant les réunions du Comité consultatif et du Conseil exécutif pour satisfaire aux besoins d'interprétation simultanée. Sans compter que le Comité pour la déontologie s'efforce toujours de traduire la documentation intéressant les membres, ainsi que de faciliter la communication entre les membres en anglais et en français.

Si l'ICOM veut réellement permettre au Comité pour la déontologie d'appliquer un cycle de deux réunions annuelles, il est nécessaire d'allouer au Comité un personnel spécifique et davantage de ressources.

En tout état de cause, pour l'heure, la Présidente du Comité pour la déontologie propose de revenir à une seule réunion formelle par an (en milieu d'année, pour suivre le cycle du Comité consultatif), mais d'allonger la durée de la réunion (deux journées au lieu d'une). C'est la solution adoptée pour 2008 : le Comité pour la déontologie se réunira deux jours durant (les 29 et 30 mai) la semaine précédant les réunions du Comité consultatif et du Conseil exécutif, prévues début juin. Étant donné que le Conseil exécutif tiendra sa réunion de décembre 2008 à Shanghai, le Comité pour la déontologie se contentera d'envoyer un rapport à Shanghai — mais n'envisage pas d'organiser alors de réunion formelle en Chine.

2. Affaires examinées par le Comité pour la déontologie

L'ICOM poursuit actuellement l'examen de quelque quatorze (14) affaires, soumises au Comité, concernant d'importantes questions de déontologie ou de potentielles violations de son Code de déontologie.

Ces affaires restent confidentielles jusqu'à ce que leur résolution autorise une déclaration générale (ou plus détaillée) du Comité pour la déontologie sur les principes ou questions en jeu, et sur les décisions auxquelles il aura abouti.

3. Communication sur les questions déontologiques : présentations et publications du Comité pour la déontologie et d'autres collègues de l'ICOM

Tout au long de l'année, le Comité gère (généralement par le biais de la Présidente) un grand nombre de requêtes ou de consultations concernant des questions déontologiques. Ces questions présentent un caractère récurrent, varié et permanent.

Parfois, nous appuyons ces demandes par des écrits ; par exemple, en publiant des articles sur certains sujets — contribution à un débat international sur les marbres du Parthénon et leur lieu

controversé, texte de la Présidente paru, en mars 2008, dans la revue *Museum Management and Curatorship*. Le Comité pour la déontologie et d'autres membres de l'ICOM bénéficient régulièrement du soutien de la Présidente pour participer à un colloque international — à Milan en 2007 ; à Paris, en février (musée du Quai Branly) ; en mai à la conférence d'Athènes au nouveau musée de l'Acropole (Présidente de l'ICOM-Europe) ; aux États-Unis, fin avril 2008, pour un atelier consacré à la déontologie (Eva Mæhre Lauritzen) et en soutien à W. Richard West et à Regine Schulz représentant l'ICOM à l'ICOM-États-Unis ; sans compter d'autres réunions de l'AAM à Denver, Colorado.

4. Un projet clé pour le Comité pour la déontologie : « Museum Ethics in Action » : ateliers de formation et de sensibilisation à la déontologie (programme d'éducation déontologique organisé par l'ICOM, 2008-2012)

Ce sujet — et son résultat : un projet entièrement élaboré sur la déontologie en action dans les musées — est le résultat concret de l'atelier du Comité pour la déontologie (30 novembre 2007). Une session spéciale sera organisée sur ce thème à l'occasion des réunions du Comité consultatif à Paris, en juin 2008.

Vous trouverez, ci-dessous, les grandes lignes qu'envisage de suivre le Comité pour la déontologie afin de promouvoir ce projet de l'ICOM dans les prochaines années. Ce projet tourne autour d'un modèle d'atelier de formation sur la sensibilisation à la déontologie.

1. Introduction

- n La méthode interactive, mise au point par Mme Eva Mæhre Lauritzen, ex-Présidente de l'ICOM-Norvège, recourt à une approche d'enseignement par études de cas, s'appuyant sur des exemples réels liés à la déontologie des musées — ou sur des récits illustrant des faits de déontologie comme il s'en produit souvent dans la vie des membres de la profession muséale.
- n La méthode des études de cas est particulièrement bien adaptée à un enseignement reposant sur des points de vue multiples et sur une expérience de terrain — quels que soient les niveaux de formation antérieure ou d'expérience professionnelle.
- n Pour les raisons indiquées, la méthode par études de cas est appréciée des formations diplômantes proposées dans des écoles de commerce, de droit et autres institutions de formation professionnelle appliquée — de préférence à une formation basée sur des textes, des éléments linéaires ou des cours plus traditionnels.
- n L'approche par études de cas permet aussi d'exploiter l'expérience et l'apprentissage de la vie réelle, sans générer de divisions systématiques entre formation professionnelle et formation universitaire du personnel.
- n La méthode a pour but de faire participer les personnes à TOUS les niveaux ; les ateliers s'adressent, de préférence, à divers professionnels d'un même musée ou à plusieurs personnes de chaque musée. Les ateliers ne doivent pas être proposés à un personnel à seule formation universitaire, ni séparément d'autres types de

personnel. La diversité culturelle est aussi à prendre en compte en veillant à ce que l'atelier soit « global » ; autrement dit, il ne doit pas servir les intérêts d'un seul groupe ni un groupe dominant d'intérêts à l'exclusion d'autres.

2. Objectifs

- n Accroître la sensibilisation, promouvoir l'utilisation et le respect du *Code de déontologie de l'ICOM pour les musées* parmi les musées et le personnel de musée.
- n Accroître le niveau de formation du personnel de musée sur les questions de déontologie et faire progresser les normes professionnelles en suscitant le désir de comprendre et de respecter ces normes.
- n Favoriser la compréhension de divers codes de déontologie élaborés dans différentes contextes nationaux — tout en sensibilisant à ce qui les relie, à savoir des *principes* sous-jacents de conduite déontologique applicables par la profession muséale.
- n Promouvoir la sensibilisation à la formation déontologique comme formation professionnelle continue et comme volonté d'aboutir aux meilleures solutions déontologiques pour résoudre les questions complexes auxquelles se trouve aujourd'hui confrontée la profession muséale.

3. Approches à employer et à promouvoir au niveau international (par le biais de l'ICOM et du secteur des musées)

- n Encourager l'ouverture et la discussion sur les questions déontologiques dès qu'elles surviennent.
- n Intégrer les questions déontologiques dans les activités courantes du musée.
- n Veiller à ce que le personnel de musée soit bien au fait du *Code de déontologie de l'ICOM pour les musées* — ainsi que d'autres codes, selon les intérêts à servir dans le contexte local ou national.
- n Organiser un atelier (une demi-journée) pour tout ou partie du personnel, selon l'importance des effectifs.
- n Favoriser la tenue régulière de ce type d'atelier — car, au fil du temps, différentes questions de déontologie se présenteront et elles demandent à être souvent réexaminées par le biais de discussions et/ou de formations.
- n Inscrire les questions de déontologie à un programme régulier de rencontres (conférences, colloques, ateliers, etc.) au sein de la profession ou dans une région spécifique.

Outre le présent rapport soumis au Comité consultatif, un bref tableau récapitulant les services fournis à l'ICOM par le Comité pour la déontologie durant la période triennale écoulée, sera présenté séparément au Conseil exécutif.

Entre-temps, le Comité consultatif est encouragé à proposer au Conseil exécutif de futurs membres pour le Comité pour la déontologie et, dans ce cadre, de transmettre de brefs profils biographiques correspondant à la Mission et au Mandat du Comité (tous deux disponibles sur le site Web de l'ICOM, sous la rubrique des comités permanents).

Bernice Murphy
Présidente, Comité pour la déontologie de l'ICOM (avril 2008)

Appendix (in English only) :

Report on ‘The Best in Heritage’ event in Dubrovnik (27-29 Sept.2007), and Chairperson’s participation in associated (new) Forum event: ‘Reclaiming Cultural Heritage’ (28 Sept.2007) – report originally for ICOM’s Executive Council, December 2007 meeting.

‘The Best in Heritage’ (Dubrovnik, 27-29 September 2007)

The Best in Heritage is now a well established museums/heritage award event associated with Dubrovnik, Croatia. The beautiful old quarter of Dubrovnik, still bearing its intact character as a mediaeval-Renaissance walled city, is a UNESCO World Heritage-listed site. The city is still rebuilding and repairing the scars after being directly attacked (and many citizens killed) during the horrific war of 1992 in the former Yugoslavia.

Dr Tomislav Šola, a museology professor in Zagreb, Croatia, had the audacious idea, some years ago, of establishing an annual ‘global heritage award’ event that could achieve the maximum effect with an economy of means. Dubrovnik seemed the appropriate environment for its realisation.

The ‘Best in Heritage’ project in Dubrovnik (in 2007 in its fifth year) is a gathering of presenters and projects that have already achieved awards elsewhere. They are recently completed projects that have been judged as outstanding, award-winning achievements in other events held by various museum communities and different regions of the world. This comparative gathering of award-winners is thus a synthesising event through which to explore and celebrate ‘the best’ in museums and cultural heritage care globally today.

A supreme award (and several others attached to the Croatian event from museum ‘industry-sources’) is made after three days’ evaluation of projects in Dubrovnik. This is achieved consensually by the community of professionals and others present. All (including the presenters) decide, in a straightforward voting process, which of the projects seems to demonstrate the most comprehensive qualities of innovation, imagination, progressive museology and socially effective results.

The atmosphere of this award is generous. All are deemed ‘winners’ simply by being present. The final laurel is thus a ‘highest among peers’ honour. Participants also have the opportunity to witness in one place some twenty of the most outstanding projects that demonstrate recent innovations in museums and heritage care around the world.

There were strikingly diverse entries in the September 2007 event. Among the eighteen presented was a film-based, multi-media interpretation of a romantic poet’s legacy in Hungary (literature is hardest of all to treat as the subject of museology). The vividly actualised project of the Churchill Museum and Cabinet War Rooms in London was presented by its director. An engaging presentation explained the ‘reinvention’ of the old Museum of Natural Sciences in Brussels (utilising its outstanding dinosaur collection as the basis for inviting the public to assist in its transformation into a user-informed learning institution). There was a remarkably committed,

small project devoted to the heyday of British steam-powered engines (one of which, still able to be activated, awed Charles Dickens) – this is the Kew Bridge Steam Museum, at Brentford, UK.

In interpretative invention and mediatised engagement around an historic artefact, there was a small but brilliant project of digitising an historic 1550 *Map of Mexico* held in Uppsala, Sweden. This ‘virtualised replica’ opens up new conceptual platforms for narrative interpretation, and even cross-cultural history and counter-historical invention, engaging new on-line audiences today. Still reflecting the Aztec heritage in the detailed city plan (shown through tiny zoom-in pictograms for detailed browsing), the 1550 *Map of Mexico* has been the focus of great invention. It utilises the resources of the ‘Internet 2.0’ cultural phase of interactivity and co-creation of meaning. The digitisation process has incorporated the latest possibilities of a technologically driven interface: to provide access to the ‘actual’ qualities of an ancient object to a global audience, and to mobilise awareness about its context and heritage resources for contemporary historical interpretation. (See <http://cipher.uiah.fi/mexico_new/>)

An exemplary project (which many thought would win) was revealed in a fine presentation of the National Museum of Iceland, reopened in Reykjavik in 2004 after a complete refurbishment of its 1950s building and installations. A long-established institution (since 1863), the museum had lost its way, was run down, and no longer reached contemporary audiences. During a period of closure and refurbishment, the museum entirely rethought its mission and interpretive possibilities. A fundamentally new vantage-point on communication and engagement was needed, far from the approach of label-writing around a disparate collection of objects.

Having established the important narratives and themes that a national museum owed its contemporary nation in self-understanding, the museum staff then sought the most significant objects, materials and supports for such narratives (both beyond the museum’s existing collections and within its holdings, stimulating collection development as well using existing resources). Such an approach is well worth studying by any museum with state, national or local community narrative responsibilities. (See <<http://www.thjodminjasafn.is/english>>)

I was invited to Dubrovnik by the President of ICOM-Europe, Udo Gösswald (along with Chedlia Annabi of AFRICOM, and Dr Guido Carducci of UNESCO) to participate in a new thematic event attached to ‘The Best in Heritage’. We three speakers were to be engaged by Udo Gösswald (and the audience) in a round-table style forum entitled ‘Reclaiming Cultural Property’. Discussion covered issues of illicit trafficking and threats to heritage today, and addressed legal and other international instruments (UNESCO Conventions, ethical codes) that are evolving in an environment of sharpened attention to repatriation, relationship-building with communities, and claims for restitution or other forms of recognition and assistance from communities of origin.

Which project finally ‘won’ the ‘Best in Heritage’ award this year? It was a brilliantly realised conversion of an old decommissioned hat factory – once the main industry and backbone of the local economy in a northern city of Portugal that had made the finest quality hats throughout much of the twentieth century. The local Town Hall decided to acquire the abandoned building in 1995, and turn it into a museum that explained a once-vital industry that shaped the social history of the town for a century.

The last employee of the hat factory became the first employee of the museum, since all the former workers still alive became primary sources for the history presented, and their voices supplied the label-texts explaining the industrial processes. The Hat Industry Museum project has even revived a limited-production capacity to make hats: now marketed to tourists and visitors

who can be personally measured and place orders with the museum (an astute guarantee of an ongoing income stream for this beautifully interpreted industrial site). (See <www.ufp.pt>)

Old workers are welcomed to the Museum's canteen to play cards, as well as to assist in the continuing interpretation of social memory. The museum has become their club, in an area alongside the youth education centre that receives their grandchildren's generation to learn anew. This project has achieved maximum potential of all local social outcomes while functioning as a beautiful museum to attract tourists. No local government could hope for more than the Hat Industry Museum delivers. (See <www.thebestinheritage.com> for the 2007 Dubrovnik program and awards history)

And all praise to Prof. Tomislav Sola for establishing this wonderful annual event in Dubrovnik!

Bernice Murphy
Chairperson, ICOM Ethics Committee